

gnifie pas qu'aujourd'hui, en France, où n'existent ni parti, ni fraction de gauche, où le prolétariat est absolument inexistant en face d'une puissante bourgeoisie, la défense armée du prolétariat soit impossible. De même, cette défense ne peut être renvoyée au moment où les « académiciens » idéologues du prolétariat, auraient élaboré des tables programmatiques, auraient acquis une influence sur les masses, construit le parti, et se trouveraient dans la possibilité de lancer un appel à l'armement et à l'insurrection. Ce n'est pas la première fois que l'on combat par de telles sottises les militants qui s'inspirent du marxisme ; mais, malgré cela, nous ne voilerons rien et dirons tout ce que nous pensons aux ouvriers français.

Une différence de principe existe entre armement du prolétariat et défense armée. Le premier point est absolument inconcevable, actuellement en France ; le deuxième est absolument possible aujourd'hui où le prolétariat, bien que devant subordonner son rôle historique à la construction d'une fraction de gauche, prémisses indispensables pour la construction du parti, n'est pas encore anéanti comme le prolétariat italien ou allemand.

Mais la défense armée ne se relie pas automatiquement au problème de l'organisation de cette défense armée. Comme nous l'avons déjà vu pour le front unique (qui peut être l'opposé de l'unité de lutte), la formule de « l'organisation de la défense armée » peut conduire directement à l'étranglement des épisodes de défense spontanée de la classe ouvrière. Logiquement, il y aurait tout avantage à pouvoir lancer le mot d'ordre de la défense armée, en indiquant en même temps l'organisme capable de pouvoir embrasser les ouvriers armés, de les organiser, d'en faire en définitive une véritable armée. Mais quand la situation politique est trouble, le lancement d'une formule simple, loin de la clarifier, jettera un nouvel élément de confusion d'autant plus nuisible qu'elle sera « simple » et portera sur la lutte militaire : la lutte armée prêtant le flan aux pires actions de provocations et de répression de l'ennemi. Le problème ne peut pas être posé aussi simplement : il faut s'armer dès que l'ennemi nous attaque par les armes, mais devra se résoudre ainsi : quel est l'organisme pouvant construire l'organisation armée de la classe ouvrière face aux attaques du capitalisme. Et, à ce sujet, si l'on fait entrer en ligne de compte l'idée très juste que les patrouilles de l'avant-garde ne peuvent pas suffire, il devient évidemment nécessaire de faire appel à des forces nettement contre-révolutionnaires, pour réaliser concrètement un bloc capable de s'opposer à l'ennemi. Pour caractériser la confusion actuelle en France, il suffira de dire que tous les groupes communistes qui s'opposent, au nom d'une plus ou moins grande intransigeance envers les questions politiques, oublient tout à fait la nécessité de la séparation la plus radicale avec l'adversaire pour admettre, sur le terrain militaire, des blocs d'autant plus dangereux qu'il s'agira ici d'une lutte par les armes. Notre position de principe est que, pour affronter l'ennemi sur le terrain armé, il faut une organisation, et pour réaliser cette organisation, il n'y a que la fraction de gauche. Ce principe comporte la conclusion suivante : l'évolution même de la lutte revendicative de la classe ouvrière et ses succès, poseront inévitablement le problème de la possibilité de transformer les épisodes de défense spontanée, en une lutte disciplinée et contrôlée par le parti de classe du prolétariat. Ce n'est pas autrement qu'on peut poser ce problème.

Même le mot d'ordre des milices syndicales doit être considéré sous l'angle de l'impossibilité d'adjoindre à l'organisation politique du prolétariat (parti), économique (syndicats), une troisième forme, celle dite militaire, c'est-à-dire d'adjoindre aux organisations syndicales de masse, d'une organisation militaire de masses. Les communistes, en lançant le mot d'ordre des milices syndicales, ne feront qu'indiquer une orientation, au même titre qu'ils se servent de la formule du syndicat pour indiquer que le prolétariat ne peut donner une solution à ses problèmes revendicatifs que dans une nette orientation de classe. La milice syndicale, organisée sur des bases militaires, ne peut devenir une réalité qu'au moment même où le syndicat, cessant d'être un organisme de résistance, fait place aux organismes du pouvoir prolétarien. Les communistes ne peuvent nullement souhaiter que la social-démocratie dirigeant les syndicats contrôle, dans l'intérêt de la bourgeoisie, une organisation armée de masse. Ainsi, le Schutzbund autrichien a servi les intérêts

du capitalisme en 1920 ; et il n'est en aucun cas prouvé que la résistance héroïque du prolétariat autrichien eût été en fonction de son existence. D'ailleurs, les ouvriers italiens ont pu opposer une résistance héroïque, sans Schutzbund, aux incursions des fascistes, pourtant pourvus d'armes très perfectionnées.

Le parti interviendra dans la défense de toutes les institutions ouvrières menacées, mais ne permettra jamais à d'autres formations politiques de contrôler ou même de connaître le réseau de son organisation militaire. Même quand il participe à des tentatives spontanées de défense armée, ou à des formations embryonnaires d'organisation armée, il gardera l'indépendance de son organisation.

Les positions que nous défendons sont, au surplus, pleinement confirmées par les expériences des autres pays, Russie y comprise. Il est vrai que les jongleurs politiques qui pullulent dans le mouvement prolétarien diront qu'il faut répéter l'expérience russe, c'est-à-dire qu'il faut, au cours de ces mois-ci en France, répéter les événements qui, d'avril à octobre, portèrent le prolétariat russe au pouvoir. Mais même si cela était possible, il n'en resterait pas moins vrai que, comme en Russie, il faudrait d'abord réaliser des succès sur le terrain politique, afin de pouvoir passer ensuite à l'armement du prolétariat. En effet, c'est seulement en juin que le parti bolchévique décida de créer un bureau central de l'organisation militaire. Cette décision avait été précédée par les thèses d'avril, alors que toute la situation politique était déjà dominée par l'institution et l'action des Soviets représentant un pôle pour faire évoluer la dualité du pouvoir vers la victoire insurrectionnelle. Et l'Armée Rouge n'est nullement précédente, mais bien successive à Octobre 1917.

LA QUESTION SYNDICALE

L'importance qu'il faut attribuer actuellement à la question syndicale en France découle de la situation qui ne pose pas momentanément le problème du pouvoir devant la classe ouvrière. De ce fait, le prolétariat ne peut se regrouper que sur la base des revendications partielles. D'autre part, le parti du prolétariat, devant cette phase de reflux qui ne lui permet pas de lutter directement pour ses revendications spécifiques (la dictature du prolétariat), ne conservera sa fonction historique qu'en rejetant toute autre solution du problème du pouvoir. Nous avons déjà démontré que lorsque le parti accepte, même sous réserves, la défense de l'Etat démocratique, il favorise en fait l'évolution de la société bourgeoise vers le fascisme : le capitalisme n'ayant plus besoin d'avoir recours à des concessions devant un prolétariat qui renonce à ses buts révolutionnaires. Le parti du prolétariat devra donc concentrer son attention autour des luttes revendicatives et des organismes spécifiques pour le déclenchement de ses batailles : les syndicats.

Le syndicat unique représente, évidemment, une des conditions de réussite des mouvements partiels, et cela, non en vertu de considérations sentimentales et psychologiques, (l'unité créant une poussée enthousiaste parmi les masses), mais pour des considérations politiques. En effet, le syndicat unique permet la liaison, dans la même organisation, de l'avant-garde prolétarienne avec l'ensemble des masses, permet, de ce fait, à la partie la plus consciente de la classe, d'influencer l'ensemble de celle-ci. D'autre part, puisque la lutte sociale ne dérive pas d'une assimilation par les ouvriers, de données politiques communistes, mais résulte des rapports de force entre les classes : l'avant-garde prolétarienne ne pouvant accomplir son rôle qu'à la condition de se trouver reliée à la masse dans des organisations directement reliées à la lutte des classes. Pour cette raison, le syndicat représente la condition réelle pour permettre l'évolution des luttes de la classe ouvrière, alors que tous les autres formations (comité Amsterdam-Pleyel, comité de vigilance, Etats Généraux, Alliance Ouvrière), devront être repoussées car elles n'ont aucune base de classe et leur agitation n'est pas reliée aux revendications spécifiques de la classe ouvrière. Au surplus, alors que le syndicat possède un moyen de lutte (la grève) toutes les autres formations « unitaires » n'ont aucune possibilité d'action. Si même elles pouvaient avoir recours à la grève, certainement l'objectif de celle-ci serait conforme à la nature de ces formations, c'est-à-dire qu'il n'aurait pas trait directement aux intérêts des masses. L'avant-garde ouvrière trouvera donc uniquement dans le syndicat la possibilité d'épanouir sa fonction, car elle œuvrera